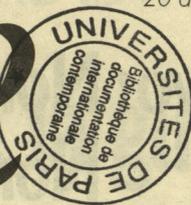


1998 Reuss J'ai Juin n° 1165 in 1167

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
20 au 26 mai 1999



10,00 F

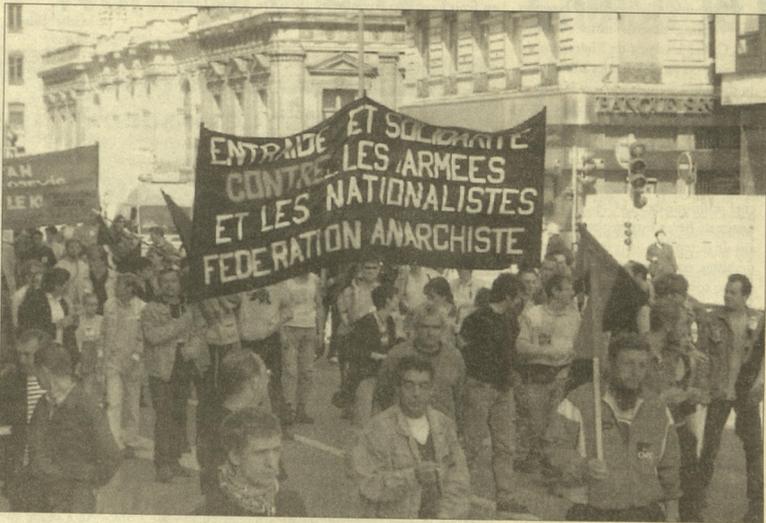
Kosovo: Non à la guerre, Non aux barbaries!

A PRES LA CÉLÉBRATION DU 50^e anniversaire de l'OTAN à Washington, l'échec des tentatives diplomatiques de l'O.N.U et de la Russie, les frappes aériennes ont été intensifiées sur la Yougoslavie, du Voïvodine au Monténégro, augmentant chaque jour, par « erreur » son lot de morts civils. La bureaucratie fasciste de Milosevic utilise les bombardements de l'OTAN pour

déchiétés d'un convoi de réfugiés albanais et les corps calcinés de civils serbes. Au Kosovo, les commandos paramilitaires, la milice serbe et l'armée Yougoslave poursuivent, dans une logique implacable, la déportation massive, violente et systématique de la population kosovarde d'origine albanaise. La procédure de cette stratégie barbare programmée par la bureaucratie fasciste serbe est sensiblement toujours

renforce ainsi le patriotisme des serbes même les plus modérés. De l'autre côté, le service d'information de l'OTAN est entre les mains des États-Uniens qui ne donnent à Bruxelles que 20% des informations militaires aux quatre grands pays alliés, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie et se méfie d'autres pays membres, comme la Grèce pro-serbe. Comme disent les conseillers de Washington qui participent à cette

Kosovo :
communiqué de
l'Internationale des
fédérations anarchistes
page 3



enfermer le peuple et les travailleurs serbes dans un isolement paranoïaque et renforcer son pouvoir dictatorial. Les médias libres et les moyens de communication avec l'extérieur sont désormais sous contrôle de l'État fasciste. Les membres de l'opposition ont été arrêtés et mis en prison, et la peine de mort récemment abolie a été, pendant le temps de guerre, rétabli. Après plus de cinq semaines d'interventions aériennes des forces de l'OTAN, les militaires Serbes ont démontré avec un armement « Low Tech » bien déployé et enterré, les limites de l'invincible d'une guerre « high-tech ». La guerre « Nintendo » gagnée rapidement, sans qu'une goutte de sang soit versée est un mythe qui a définitivement pris fin avec les corps

la même: intimidation par violence ou exécutions sommaires, expulsion des domiciles parfois incendiés, regroupements avec fouilles au corps et confiscation de tout papiers d'identité. A cette déportation s'ajoute des témoignages de massacres. Qu'elle soit électronique ou conventionnelle, la guerre sera toujours la guerre avec son cortège de violence, de destruction et de morts innocentes des populations civiles. Qu'il soit albanais du Kosovo ou serbe c'est toujours le peuple qui subit la dictature des armes et des nationalistes.

Les effets pervers de la propagande

A côté de ce conflit, ce déroule une autre guerre bien plus insidieuse. C'est celle que se livrent dans la surmédiatisation, les services d'informations des différents belligérants. La télévision et la presse serbe, dans sa propagande, occulte toute déportation ou massacre au Kosovo. Elle assimile l'agression de l'OTAN à celle de l'Allemagne nazie et

information, les journalistes attendent une « bonne histoire »; il leur faut vendre des histoires qui maintiennent les opinions publiques occidentales favorables à la guerre.

L'hypocrisie des gouvernements occidentaux

Chaque jour, l'arrivée massive des troupes de l'OTAN en Albanie, avec son armada de blindés, d'hélicoptères et de containers de guerre asservit aux forces occidentales l'Albanie, pays le plus pauvre et le plus désorganisé d'Europe. Ces troupes préparent l'invasion ou la partition par un couloir humanitaire du Kosovo. Dans une propagande honteuse certains de nos médias et de nos politiques présentent ces soldats de l'OTAN, dont le but est avant tout guerrier, comme des auxiliaires à l'action humanitaire. Cependant, les associations humanitaires dénoncent l'implantation de camps de réfugiés dans des lieux plus militaires qu'humanitaires. ●●● page 2

EDITORIAL

S'engager, militer... pourquoi? Voilà une question qu'on nous pose souvent mais aussi qu'on arrive à se poser à soi-même dans les moments de doutes. Si l'engagement militant, l'implication dans les luttes sociales comme la participation à diverses expériences collectives et autogestionnaires sont des aventures fantastiques, pleines de vie, de joies et d'espoirs, il arrive aussi qu'elles se muent en pesanteur, en stress voire en contrainte.

Dans cette époque marquée par le libéralisme à tous crins, le culte de la consommation et de la réussite individuelle, où le mouvement social est bien souvent léthargique, s'engager dans la construction d'un autre futur implique de ramer à contre courant de l'évolution de la société et de se parer à prendre des coups. Combien sont-ils ces militants à avoir succombé à la résignation, au repli sur la sphère individuelle, au "couchouning" et à avoir finalement rejoint le boulevard des ombres?

Militer nécessite en effet une sacrée dose de conviction, de volonté et de détermination sur le long terme. Si aujourd'hui tout est possible, si le mouvement libertaire se trouve face à des conditions des plus favorables pour son développement et son expansion, s'il est réellement la seule alternative sociale à la barbarie capitaliste et étatique, il n'empêche que la révolution ne se fera pas du jour au lendemain. C'est un processus long, qui se construit, qui peut prendre des années, des décennies, voire des générations avant qu'un mouvement social d'ensemble porteur de pratiques autogestionnaires et d'un projet fondé sur l'égalité économique et sociale ne s'impose. Nous en sommes certainement qu'en l'an zéro de la révolution libertaire à venir mais celle-ci a d'ores et déjà commencé à se construire, ici et là, dans les diverses luttes et alternatives sociales qui depuis le début des années 90 ont vu le mouvement libertaire se réaffirmer avec force. Personne ne peut prédire quand ce mouvement arrivera à maturation, ni donc si nous en verrons l'aboutissement. Mais il est certain que prendre part à ce mouvement, à cette aspiration, donne cent milliards de fois plus de sens à la vie que de se replier dans une bulle individuelle et gémir dans la grisaille du quotidien. Diffuser nos idées, faire partager nos pratiques et nos modes de fonctionnement, allumer des milliers de feux de la lutte et de l'alternative sociale, voilà ce qu'il nous faut continuer à semer. Et nous savons que si la grande moisson n'est pas pour tout de suite, nous récoltons néanmoins au quotidien le bonheur de moments forts pleinement vécus, de révoltes partagées comme de liens et projets qui se tissent et se renforcent.

Les 22, 23 et 24 mai prochains, s'ouvrira à Lorient le 56^e congrès de la Fédération anarchiste. L'occasion de tirer le bilan de l'année écoulée, de partager des analyses, de veiller à la bonne marche de notre fédération, de définir de nouveaux projets et de rajouter une pierre à l'édifice. Un moment où se réuniront une fois de plus ceux qui ont encore un peu d'espoir dans le cœur, plein de projets pour construire un autre futur et qui ne sont pas prêts à succomber aux sirènes de la résignation.

ISSN 0026-9433 - N° 1165

M 2137 - 1165 - 10,00 F



Fop 2520

Kosovo: Non à la guerre, Non aux barbaries!

taires ; la transformation de camps de transit, en camps définitifs surpeuplés avec des risques d'apartheid, et l'utilisation de l'image de ces réfugiés dans un but de propagande. En fait sans être aussi dramatique qu'à l'intérieur du Kosovo, le sort des réfugiés accueillis en Macédoine et en Albanie n'est pas des plus enviables en matière de statut juridique. Comme nous l'avons dit les déportés arrivent dans les camps sans papiers d'identité. Selon l'ONU, il revient au HCR de les enregistrer au plus vite pour leur donner un véritable statut de réfugié. Cela leur permet de retrouver leur identité, leurs droits et leur permet de demander l'asile dans un pays tiers ayant signé les conventions de l'O.N.U. Hélas peut-être désireux de voir débarquer chez eux ces réfugiés qu'ils préfèrent maintenir par stratégie dans les deux pays pauvres frontaliers des combats, les pays d'Europe n'encouragent guère le HCR à enregistrer ces malheureux. Au HCR, on répond, gêné, ne pas disposer du matériel nécessaire pour une telle opération. Après avoir servi de bouclier humain à l'armée serbe, les images de la misère des camps ne serviraient-elles pas d'arme de propagande à l'OTAN?

Depuis 1989, le président serbe a construit son pouvoir sur le thème de la grande Serbie par l'intégration de la

province autonome du Kosovo. Depuis cette date, la population albanaise a vécu dans un régime d'apartheid, où elle a été victime de la violation massive de ses droits élémentaires, avec privation de l'éducation, de l'emploi, de l'information et même du service de santé officielle. Elle a connu les privations, les vexations, les violences et parfois les tortures d'une milice serbe au service de Milosevic.

Le peuple serbe est-il coupable?

Le peuple et les travailleurs albanais sont victimes d'une administration, d'une milice et d'une armée nationalistes qui se sont mises au service d'un apparatchik communiste qui s'est converti au fascisme par soif du pouvoir. Dans tout conflit, il y a deux erreurs à ne pas commettre en tant qu'anarchiste, celui d'une vision trop simpliste, manichéenne avec d'un côté les méchants Serbes et de l'autre les gentils Albanais. Le deuxième est de croire que les Serbes sont tous « subjugués » par Milosevic. Il n'y a rien dans le rapport que les Serbes entretiennent avec leur dictateur qui puisse se rapprocher de la fascination qu'exerçait un Hitler sur le peuple allemand. N'oublions pas que l'opposition

a été active et puissante et a failli même le mettre en difficulté il y a deux ans. Il ne faut pas voir chez tous les Serbes, où nous avons des camarades libertaires, des complices des crimes de guerres ou contre l'humanité. De nombreux témoignages prouvent que la majorité de la population n'est pas au courant de la déportation massive des Kosovars. Ce qui trompe le peuple c'est cette bordure ethnoculturelle nationaliste à forte dimension patriotique. Elle est utilisée par Milosevic et sa clique fasciste qui connaît la faiblesse des Serbes qui se considèrent comme des mal aimés : les juifs de l'Europe. Plus le conflit durera et plus ces sentiments se cristalliseront chez les Serbes, qui oublieront la véritable raison de leur malheur : le régime national fasciste de Milosevic. Non, les véritables bourreaux de la Yougoslavie et des Kosovars, ce n'est pas la population serbe ; ce sont ses commandos paramilitaires dirigés par Zeljko Raznatovic dit Arkan, ses milices qui se livrent à des atrocités sur les populations civiles. Et l'armée yougoslave qui exécute les ordres les plus fous.

Le vrai visage de l'U.C.K

Si le peuple Albanais du Kosovo est une victime devons nous soutenir l'U.C.K. ? L'armée de libération du Kosovo a été fondée par des admirateurs du dictateur stalinien Enver Hoxha et ne veut rien oublier de ses origines. Avec les négociations de l'avenue Kleber, l'U.C.K. a montré son double visage, une armée majoritairement ultranationaliste avec à sa tête Adem Demaj. Le chef politique de l'U.C.K, fort de son image de héros forgée pendant trente ans de détention dans les geôles communistes, est un nationaliste radical qui refuse tout compromis. Des témoignages de journalistes et de personnels humanitaires font état d'actes de brigandages qui suivent les déplacements de l'état-major de l'U.C.K. Une minorité avec Hashim Thaqi, dit le serpent, ancien marxiste-léniniste comme la majorité des cadres de cette armée, ce commandant de terrain qui a fait partie de la délégation à Rambouillet a fait allégeance aux États-Unis en montrant son mépris pour une Europe qu'il dit inefficace. Il pourrait coopérer au pouvoir avec l'ALDK, le parti d'Ibrahim Rugova, et avec le mouvement démocratique. L'UCK n'est-elle que l'avant-garde des troupes de reconquête du Kosovo ? À côté de volontaires prêts à défendre l'indépendance du Kosovo, ne trouve-t-on pas des bandits proches des clans mafieux albanais ? Des sources concordantes font état d'enlèvements de force de réfugiés kosovars et d'un financement provenant de fonds d'origine mafieuse.

Nous sommes contre toutes les armées car c'est toujours le peuple qui se trouve du mauvais côté du fusil. Nous



sommes contre la guerre du Kosovo, car les paysans, les travailleurs manuels ou intellectuels qu'ils soient Albanais, Serbes, Monténégrins n'ont aucune raison de mourir pour le nationalisme et la défense de leurs classes dirigeantes. Prendre parti pour une armée de libération nationale, est une erreur. C'est se battre pour rétablir une nouvelle structure étatique et avoir au final la triste satisfaction de changer de maître. Il faut en finir avec l'équivoque, toute lutte armée qui n'a pas inscrit dans son pro-

gramme, l'égalité économique et sociale, la suppression du salariat, et la liberté, n'est qu'une arnaque destinée à substituer une classe ou une ethnie à une autre, et maintenir l'inégalité en donnant le pouvoir à une nouvelle oligarchie ploutocratique. Nous participons énergiquement au mouvement d'émancipation de tous les individus et groupes opprimés. Mais en essayant de respecter des méthodes de lutte en accord avec des buts libertaires.

Michel Sahuc

Initiative pour l'accueil des déserteurs et des insoumis (1)

Il est des Yougoslaves de Serbie, du Monténégro, et d'ailleurs... qui refusent de participer aux opérations de purification ethnique menées par le gouvernement serbe au Kosovo et qui s'insoumettent à l'ordre de mobilisation qui leur est notifié ou qui désertent.

Il est des Kosovars qui refusent la logique du nationalisme « grand albanais » et de l'affrontement guerrier et qui s'insoumettent à l'ordre de mobilisation qui leur est notifié par l'UCK ou qui désertent.

Il est des Algériens, des Turcs, des Kurdes, des Chinois, des Tibétains, des Sénégalais, des Palestiniens, des Israéliens... et même des Français, qui refusent d'un camp nationaliste contre un autre, un camp religieux contre un autre, un camp militaire contre un autre, un camp étatique contre un autre... et qui, pour échapper aux bourreaux d'aujourd'hui ou de demain, ont le courage de fuir.

Ceux là sont l'honneur d'une humanité sans frontières de quelque ordre que ce soit, d'une citoyenneté du monde et d'une civilisation basée sur le respect de la personne humaine, le refus des névroses nationaliste, religieuse, étatique, exploitative, oppressive... et le devoir imprescriptible de s'insurger contre l'intolérable.

Ceux là, que tous les gouvernements du monde capitaliste à la mode d'ici et d'ailleurs refusent toujours d'aider et d'encourager (pas fous!), méritent assurément notre respect.

Ceux là, méritent davantage ! Parce que nous sommes quelques uns et quelques unes à estimer que si les mots ne sont pas obligatoirement des nains, les exemples, quant à eux seront toujours des géants, nous avons fait le choix d'appeler tous les citoyens du monde à désertent les intolérables en tous genres, de les aider (financièrement, en montant des réseaux leur permettant de franchir les frontières et en leur offrant les moyens d'une insertion économique, politique et sociale), de les accueillir et de faire tout cela au grand jour.

Proletaires de tous les pays, braves gens de tous les espoirs et chevaliers de tous les rêves..., rejoignez nous (2) et organisons, haut et clair, l'accueil de tous les insoumis et de tous les déserteurs du monde.

Groupe Michel Bakounine de la Fédération anarchiste
Groupe Saornil de la Fédération anarchiste
Alternative Libertaire (Belgique)
École libertaire Bonaventure

(1) Le genre masculin adopté, ici, pour une simple commodité de langage vaut, bien évidemment, pour toutes les désértrices et toutes les insoumises du genre humain

(2) Pour tout contact : groupe Michel Bakounine, c/o ADIL, BP 3, 17350, Port d'Envaux, France, tél : 05 46 76 73 10, fax : 05 46 76 82 60, mail bernard.therese@wanadoo.fr

Autorisation de prélèvements

- 80 F par trimestre abonnement normal
- 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
Etabli. Codes	Quilchet N° de compte

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

le monde libertaire Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____ A partir du n° _____ (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Mobilisation sociale contre la guerre

Après plus d'un mois de bombardements de l'OTAN en Yougoslavie, la situation qui s'annonce confirme malheureusement les analyses et les critiques les plus pessimistes. L'intervention « humanitaire » des alliés, qui aurait dû protéger les Kosovars de langue albanaise de la recrudescence de l'oppression du gouvernement serbe depuis une décennie, s'est révélée pour ce qu'elle est : une guerre criminelle d'agression qui est en train de provoquer un nombre croissant de morts, de catastrophes environnementales, de destructions civiles, et qui a transformé en un gigantesque désastre humanitaire l'incessant exode des réfugiés du Kosovo, victimes et otages à la fois du délire nationaliste et du militarisme atlantique. Pour affirmer leur rôle dans la redéfinition des zones d'influence sur la carte européenne découlant de la chute du mur de Berlin et de la liquidation de Yalta, pour se garantir les approvisionnements énergétiques, les États de l'OTAN n'hésitent pas à frapper sans discrimination moyens de transport, zones résidentielles, hôpitaux, sièges diplomatiques, créant les conditions pour une situation de non-retour, pour une guerre à outrance à large échelle.

En attendant, alors qu'un autre désastre humanitaire se profile sur la Serbie – avec une population qui voit soudain aggravées ses conditions de vie déjà précaires – grâce aux bombes et à la rhétorique patriotarde, le gouvernement présidé par Milosevic se renforce et réduit ses opposants au silence. La politique toujours plus agressive de l'OTAN et l'autoritarisme du gouvernement serbe conduisent à l'étranglement de la vie sociale et politique du pays. L'embargo total, l'intensification des bombardements, les préparatifs de l'attaque terrestre sont les

étapes ultérieures d'une aggravation progressive de la situation, rendue encore plus difficile par la pression des réfugiés kosovars, qui fuient les représailles sanglantes des milices de Belgrade et les bombes de l'OTAN, vers des pays déjà instables comme la Macédoine, l'Albanie et le Monténégro. L'hypocrisie de l'intervention « humanitaire » se manifeste ouvertement par la pauvreté des moyens mis à disposition par les États de l'OTAN qui, au-delà des campagnes de propagande, ont fait bien peu pour secourir et soutenir les populations en fuite, confirmant par-là le caractère instrumentalisé d'un « humanitarisme » adapté à l'affirmation de ses propres intérêts géopolitiques.

Le prétexte humanitaire

Le mystérieux bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade peut, en ce sens, être significatif et correspondre à la volonté d'une partie de l'administration américaine de contrer l'expansionnisme commercial chinois (et ce n'est peut-être pas un hasard si l'on reçoit actuellement des nouvelles de la réorganisation de la rébellion au Tibet occupé et colonisé par les chinois...) tout en limitant l'action diplomatique du gouvernement russe, déjà mis en difficulté sur le front intérieur par les national-populistes. Au-delà des manipulations de l'information, les véritables motifs de cette intervention militaire sont plus que clairs : si le nationalisme serbe est l'arme utilisée par Milosevic et sa clique pour maintenir et renforcer leur pouvoir, le soutien à l'indépendantisme armé de l'UCK (Armée de Libération du Kosovo) est nécessaire au projet de réorganisation de

la région en fonction des intérêts des États de l'OTAN. Les guerres déchaînées par les États sont toujours des guerres contre les peuples, contre les travailleurs, qui ont tout à perdre et rien à gagner de celles-ci. La conquête du Kosovo par l'OTAN ne résoudra pas les problèmes des Kosovars et aggravera les conflits latents dans la région, développant les haines ethniques et posant les bases pour de nouvelles guerres nationalistes. Déjà, de nouveaux scénarios s'annoncent avec le projet de la grande Albanie, la pression grecque, bulgare et albanaise sur la Macédoine, avec l'aggravation de la situation en Bosnie, cependant que la victoire électorale de l'extrême droite en Turquie ne laisse présager rien de bon, ni pour Chypre, ni pour les républiques asiatiques de l'ex-Union Soviétique anciennement habitées par des Turcs.

Nous continuons de soutenir que les guerres entre les peuples s'évitent en faisant la révolution sociale et que les États sont incapables d'empêcher les crimes sans en commettre de plus atroces. La tâche qui nous attend est énorme. Faire toute la clarté sur la réalité des intérêts en jeu dans les Balkans et rompre le mur de la désinformation, de la mystification, de l'hypocrisie, est absolument fondamental pour construire des formes de dissension, mobilisation de rue, grèves et occupations. Notre solidarité va à toutes les victimes, albanaises et serbes, d'une guerre déchaînée par les nationalismes et les patrons du monde. Notre invitation à se soulever contre l'État, tous les États qui génèrent les guerres, est adressée à tous les exploités et les opprimés, sans aucune distinction.

Le secrétariat de L'Internationale des Fédérations anarchistes

Non à la guerre !

Le silence assourdissant qui couvre le fracas des bombes écrasant ce qui reste de la Yougoslavie devenait par trop insupportable. Aussi, le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste se devait de réagir. Outre les collages d'affiches et les diffusions de tracts (classique...), il a décidé que tous les vendredis, à 18 heures, sur la place de la cathédrale de Rouen, il appellerait les rouennais à se rassembler afin de protester, et contre les bombardements de l'OTAN, et contre la politique de purification ethnique menée par le régime brun-rouge de Milosevic. L'objectif est également de manifester ainsi notre solidarité avec toutes les populations des Balkans, mais aussi pour ne pas cautionner la banalisation de la guerre et refuser l'acceptable ! Un appel en ce sens avait été envoyé à une vingtaine d'organisations mais il faut croire que pour ces dernières il ne se passe rien au Kosovo, car elles ont jusqu'à présent brillé par leur absence... C'est vrai qu'il y a les élections européennes, c'est quand même autrement plus important ! Quand au PC et à la LCR, ils se contentent du service minimum en collant des affiches, ce qui à au moins le mérite d'occuper leurs militants... Tout ça pour dire que les foules ne se pressent pas au rendez-vous et qu'à part quelques JRE venus en renfort, les anars se sentent un peu seuls... Mais malgré une météo défavorable (orage, à trombes ennemies !) et surtout le boycott de la presse locale, ils maintiennent leur action, ne serait-ce que pour ne pas donner la joie et le plaisir à nos ennemis de croire qu'ils peuvent tout se permettre sans qu'aucun individu ou groupe ne proteste ou ne réagisse.

Eric. – groupe de Rouen

Choisir le camp de l'insoumission

LA PAIX N'EST PAS DANS LE CAMP DE L'OTAN, DE LA RFY OU DE L'UCK. La paix n'est pas cotée en bourse comme les actions de Dassault, Matra et autres criminels de l'armement.

La paix n'est pas du côté des gouvernements étalant leur hypocrite propagande alors que les civils se font massacrer par des militaires réguliers ou non.

La paix se trouve toujours avec ceux qui refusent en toutes circonstances l'usage des armes. Choisir son camp, c'est soutenir les déserteurs, insoumis, obéisseurs, pionniers d'un monde sans guerre.

Pilotes de l'OTAN, soldats albanais, serbes, macédoniens, hongrois, bulgares, grecs, turcs, tsiganes, musulmans, orthodoxes... La mosaïque humaine ne connaît pas de frontières. Pas plus que la fraternisation !

Tout idéal réalisé par la force, même déterminée, est condamné à ne pas durer. Les pays alliés et ceux des Balkans

doivent cesser leurs crimes. La paix n'est pas au bout des armes, mais à la table des négociations.

Quelle honte de gaspiller des milliards à faire la guerre ! Quelle inconscience face au développement de la misère ! Il est encore temps de réagir avec les Forces libres de la paix.

Les associations unies dans les Forces libres de la paix considèrent que les États, totalitaires ou démocratiques, acceptent la guerre et s'opposent au progrès humain ;

posent le principe d'une organisation nouvelle qui, fondée sur les possibilités

de chacun et gérée par tous, assure la juste répartition des richesses dans la liberté individuelle ;

proclament la nécessité d'une organisation mondiale des peuples totalement délimitée ;

estiment que la surpopulation constitue un danger permanent de guerre.

Les Forces libres de la Paix s'engagent à refuser toujours toute participation à la guerre.

Initiative soutenue par La Libre pensée groupe Lorulo, l'Union des anarchistes, l'Union pacifiste.

En bref

■ **Bientôt une librairie anarchiste à Rouen ! C'est possible... si vous souscrivez.** Envoyez vos chèques à CES, B.P. 4202, 76 723 Rouen cedex. CCP : 4 469 70 R 035 Rouen (mention librairie).

■ **Le groupe de Metz de la FA vient de faire paraître le n° 6 de son journal « Le Communard ».** Disponible contre 4,50 F en timbres. Groupe de Metz, c/o CRES, B.P. 113 - 54510 Tomblaine.

■ **Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste ? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence le premier samedi de mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.**

■ **On peut contacter la FA à Dole (Jura) en écrivant au groupe La Mistouffe c/o la voix sans maître, 7, rue docteur chausseur 21 000 Dijon.**

■ **Le N°15 de Drapeau Noir vient de sortir. Au sommaire : Quand l'Etat criminalise les classes populaires ; L'éducation au cœur du projet anarchiste ; U3M ; Kosovo : une guerre peut en cacher une autre ; La vie associative au service d'un nouveau modèle social ; 1998 : 50e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme ; Violence-Insécurité-Violence ; Chômage et problème des retraites ; La Maknovtchina ; Eclectik Festival... On peut le commander (10 F) à CESL - BP 121 - 25014 Besançon Cedex**

Faits d'hiver

Le troubadour et la ganache

Le socialisme, cet immense espoir d'égalité et de liberté né au cœur des luttes ouvrières de ce dernier siècle et demi, vient de perdre l'un de ses plus exquis troubadours.

Comme l'écrit si joliment S. CH. dans *Libé* à propos de la mort d'André Dupont, alias Mouna Aguigui, « Une manifestation de 88 ans s'est dispersée samedi à Paris, et ils n'étaient qu'un, selon la préfecture de police »

Une manifestation, Mouna en était assurément une à lui tout seul. Une permanente. Une tonitruante. Dans les rues de Paris, avec sa gouaille à nulle autre pareille, sa barbe parsemée de fleurs, son vélo doté d'un Klaxon à poire, son chapeau à clochettes, son petit journal dont il était à la fois le « président directeur général », le secrétaire, le vendeur et le cycliste... À Saint Germain, en 68, au Larzac, un peu plus tard, aux Nations Unies, à Genève, en 1985, où il clamait « battons nous à coups d'éclats de rire »... Harangueur de rues dénonçant tous les intolérables. Antimilitariste, antiraciste, pacifiste, anarchiste, « écologiste avant l'invention du mot, anti-cons bien après l'apparition de l'espèce »...

Dans le même temps, ce samedi 1^{er} mai 1999, à Bruxelles, à l'occasion d'un meeting organisé par les socialistes Belges, la tête de liste du P.S. français aux élections européennes, un certain François Hollande, frôlait l'infarctus.

À la fin de la réunion, en effet, les responsables belges se sont tous mis à chanter « L'Internationale » le poing levé et, tout à la fois surpris et gêné, Hollande, au bout d'un moment, s'est finalement résolu à lever timidement le bras. Mais pas plus haut que... l'épaule !

Le soi disant socialisme des petits marquis qui nous gouvernent est tout entier résumé dans le demi geste de cette ganache.

Jean-Marc Raynaud

Sauvons Karim Khalki

L'ENFERMEMENT, C'EST NON seulement l'interdiction de se déplacer mais c'est une destruction totale de la personne qui est directement recherchée. Rien n'est laissé au hasard. La prison est gérée par une administration qui contrôle tous les moments de votre vie: du contrôle des communications à toutes les humiliations dans le but d'affirmer son pouvoir mais aussi de détruire (fouilles, transferts, quartier d'isolement, humiliations, voyeurisme...). La prison c'est la détresse, la frustration, la souffrance, c'est une peine de mort lente... C'est dans ce contexte que Karim Khalki, Georges Courtois et Patrick Thiollet font la « Une » des médias le 19 décembre 1985 en organisant une prise d'otage à Nantes en plein tribunal. Effectivement les déterminismes sociaux, le hasard des rencontres... font qu'à cette époque Georges Courtois a 37 ans et a déjà passé 20 ans derrière les barreaux et Patrick Thiollet a 25 ans dont 5 en prison. Reste Karim Khalki, libre au moment des faits. Sa vie est dite « normale » jusqu'à ce qu'un jour, comme des millions d'entre nous, il soit à découvert. Harcelé par un huissier, désespéré il tente un petit hold-up de quelques milliers de francs qui finalement lui coûtera 5 ans d'emprisonnement. Karim, d'origine marocaine, vit des conditions de détention très pénibles (sans argent, sans visite et sans courrier...). C'est à ce moment là qu'il rencontre en cellule George Courtois ce qui lui a permis « de se relever de l'espèce d'infamie dans laquelle l'avait plongé sa situation... ». Karim libre ayant fini de purger sa peine, le 19 décembre 1985 Georges et Patrick passent en jugement à Nantes... C'est en cellule qu'ils avaient imaginé cette prise d'otage: geste désespéré et politique car ce désespoir exprime le refus d'un système social qui nie l'individu, d'un système social qui favorise l'exclusion économique alors que le monde n'a jamais produit autant de richesses. Georges Courtois expliquera leurs gestes de la façon suivante: « Si nous sommes ici, c'est pour dénoncer un certain nombre d'exactions politiques et sociales. Aujourd'hui c'est simple: pour nous c'est

mieux de se faire exploser ici que de retourner en prison. Nous étions déjà mort socialement... La prison, je connais. C'est vivre comme un tube digestif, la dépersonnalisation totale, le manque de respect... »

L'objectif de ce coup n'était pas très réfléchi, il exprimait surtout un cri de révolte. Lors de cette prise d'otage c'est le commissaire Broussard (ancien préfet Corse, mais ce n'est sans doute qu'un hasard!) qui mène les négociations. Devant l'impasse et l'absence concrète de perspectives, la négociation porte sur le sort de Karim. Les trois preneurs d'otages se rendent si Karim est expulsé de France. Cette négociation a été conduite avec le consul du Maroc comme témoin et ils recevront aussi l'assurance et la signature du Ministre de l'Intérieur. En prétextant un refus de la part du Maroc, la promesse ne fut pas respectée. Et au même titre que Georges et Patrick, Karim devait passer devant le tribunal. Depuis, même le commissaire Broussard a dénoncé dans ses mémoires cette situation avec le manquement à la parole donnée où le ministre de l'intérieur Joxe a laissé pourrir la situation sans chercher d'autres solutions.

Khalki pourrait en prison

La suite est quasiment prévisible. La justice va faire son travail, avec un acharnement particulier. On ne jugerait pas une simple prise d'otages mais des personnes qui avaient osé s'attaquer à l'institution judiciaire symbole de transparence, de légitimité, de partialité et d'honnêteté. Il fallait les condamner et tout en étant juge et partie, la justice mit tout en œuvre pour noircir leurs portraits. De la manipulation des images télévisées, les juges iront jusqu'à trier les témoins. La cour d'assises n'a même pas cité comme témoins

les journalistes, les étudiant (e) s et les juré (e) s pris (es) en otage par crainte qu'ils ne défendent ceux que l'on juge. Ces derniers ont dû se constituer partie civile pour venir témoigner et expliquer à la cour leur version: « ils ne sont pas de dangereux criminels calculateurs. C'étaient des types au bout du rouleau qui avaient agi par désespoir... ».

Mais on ne s'attaque pas à un symbole sans risque et la justice, dans un acte de vengeance à froid, les condamnerait à 20 ans. La suite pour Khalki est difficile avec une véritable double, triple peine: 50 transferts, de nombreux mois en quartier d'isolement, aucune remise de peine... En 1992 il lui arrive une nouvelle tuile: on lui reproche d'avoir participé à une évasion à la centrale de Saint-Maur: « Il s'agit du 8 septembre 1992 après midi. Je me trouvais avec une quarantaine de détenus sur le terrain de sport à la centrale de Saint-Maur, lorsqu'un hélicoptère s'était mis en vol stationnaire d'où une corde et un sac ont été lancés. Un détenu du nom de Christian Bethmont commençait à grimper, des amis à lui qui ont été identifiés ont dispersés des grenades fumigènes qui se trouvaient dans le sac. Immédiatement 8 miradors sur 9 avaient ouvert le feu sur l'hélicoptère blessant gravement ses occupants, dont le pilote. Bethmont touché par trois balles dans le dos, s'est écrasé sur le sol. L'hélicoptère est allé se poser en catastrophe dans la zone interdite... Quand Bethmont était tombé, je m'étais précipité dans sa direction pour lui porter secours. Voyant son état désespéré, j'ai été demander aux gardiens d'ouvrir pour le faire évacuer. Mais ils l'ont laissé dans son agonie pendant trois quarts d'heure jusqu'à l'arrivée des services de secours. A ma surprise je fus conduit au mitard... ».

Karim a écopé immédiatement de 45 jours de mitard, 6 mois d'isolement et pris 30 mois de prison supplémentaires. Alors que Georges Courtois et Patrick Thiollet sont libérés, Karim Khalki est toujours enfermé. Après avoir connu les prisons de Plomeur, Nantes, Fresnes, Moulins, Ensisheim, Clairvaux, les Baumettes, Saint-Maur, Metz, Fleury-Mérogis Karim est aujourd'hui à Arles. Et le 22 février 1999 il a subi le 7e rejet de demande de libération conditionnelle. Désespéré, il a commencé une deuxième grève de la faim le 15 mars dernier. « Je n'ai guère le choix. J'espère en sortir sans trop de dommage physique. Il me reste 46 mois à tirer, s'ils ne trouvent un nouveau moyen de m'inculper. Je pense que je deviendrai fou avant. Alors autant en finir tout de suite... » Depuis le soutien s'organise avec un comité qui s'est entre autres



constitué à Nantes. Le 7 mai dernier deux manifestations se sont tenues à Nantes et à Arles. Une pétition nationale circule (1), la presse commence à en parler... À noter aussi la réaction de solidarité de 70 femmes de Fleury-Mérogis qui ont envoyé un appel à la solidarité à Mme Guigou: « Le système judiciaire français profiterait-il de la situation, par essence précaire d'un étranger pris dans ses rouages, pour faire payer Karim la manière dont G. Courtois et P. Thiollet avaient alors dénoncé la mort sociale des détenus? Paye-t-il donc ainsi d'avoir pu expliquer devant les caméras de télévision ce qu'à de mortifère et de destructeur le système

carcéral? Nous, femmes de l'ombre, nous nous associons à la demande légitime de Karim Khalki de bénéficiaire d'une conditionnelle-expulsion... »

Depuis des rumeurs sur sa prochaine expulsion circule. Cette rumeur pourrait se justifier par la montée de la mobilisation qui commence à prendre forme et à peser. Néanmoins nous devons absolument rester vigilant et continuer à agir, à faire circuler l'information autour du cas de Karim.

Théo Simon
groupe FA de Nantes

Pour recevoir plus d'infos (dossier de presse, tracts) contact: FA c/o ACLN, BP 60221, 44002 Nantes Cedex1.

crises de foi

FN-UF ou FN-MN: toujours plus prêt de toi mon Dieu

On savait qu'un jour le FN allait exploser et que cela allait se passer entre Mégret et Le Pen. Le FN a toujours rassemblé des courants d'idées opposés, certains pensaient que la division se ferait aussi là-dessus. Le Pen traîne derrière lui l'image de l'extrême droite traditionaliste (pétainiste et catholique), tandis que Mégret (qui fut « élevé » par la nouvelle droite) serait plutôt un néo-fasciste païen.

Aussi lors de l'explosion du FN les courants catholiques opposés de fait aux courants néo-païens ont du choisir leur camp. Il aurait été logique qu'ils restent avec Le Pen. Ainsy Renouveau étudiant (syndicat du FN dans les facs), proche du GUD ont choisi le clan Mégret en condamnant (en bon fascistes), ce qu'ils appellent le clan des nationaux « qui s'attachent à combattre pour un homme qu'ils jugent providentiel », tandis que eux luttent « pour une conception du monde invariante et intemporelle ». C'est-à-dire une idéologie et non plus un fourre-tout comme le FN pouvait l'être avant. Cependant, il est étonnant de voir que G. Peltier a pris fait et cause pour Mégret, car son mouvement, la JAC (Jeunesse action chrétienne) devrait être plutôt du côté de Le Pen. D'ailleurs celui-ci comptait sur la JAC pour contrecarrer Renouveau étudiant. Le journal catho intégriste *Présent* aurait dû lui aussi suivre, logique oblige, le clan des lepénistes. Il n'en est rien: le journal a opté pour la neutralité, ce qui a provoqué la colère de Le Pen.

Arrive le 1^{er} Mai, et là on entend des deux bords des déclarations d'amour envers Dieu et les chrétiens. Le Pen en appelle à Dieu pour lui donner la victoire: « Levons-nous et marchons tous ensemble. Bataillons et, comme disait Jeanne, Dieu nous donnera la victoire ». Mégret a été mis en cause par B. Antony (président de Chrétien solidarité, resté fidèle à Le Pen), pour qui Mégret est un franc-maçon, donc anti-catholique.

Mégret a aussitôt répondu dans la revue *Force catholique* en affirmant ceci: « Je suis opposé à la vision du monde issue de la philosophie des Lumières [...] Comme catholique, je dénonce avec force la construction matérialiste et égalitariste de la société qui en a découlé [...]. Je conteste l'idéologie des droits de l'Homme qui nie la place de Dieu dans la société ».

L'extrême droite, quelle qu'elle soit, a toujours léché les fesses des culs bénits. L'extrême droite n'a qu'un but: l'obtention du pouvoir par tous les moyens et la soumission des masses ou la religion est l'un des moyens pour parvenir à cette fin. Heil Jésus!

Régis Boussières. — groupe Kronstadt (Lyon)

Conte de la justice ordinaire

L'S'APPELLE MICKAËL, IL A 26 ANS. CAMEROUNAIS PAR son père, il a fui l'Afrique après que sa mère, originaire du Burundi, y ait été assassinée. Fin 1998, contrôlé par la police française, il est arrêté et inculpé pour « Recel et escroquerie pour fausse domiciliation »: entendez par là que, ne pouvant justifier d'un domicile, il a donné une adresse sur Paris qui n'était pas la sienne. C'est le début d'un nouveau cauchemar, à la mode occidentale cette fois: il fera 6 mois de prison à Laval, 6 mois ferme pour n'avoir ni papiers ni domicile... Il ne comprend pas, il demande alors à rentrer chez lui, à être expulsé au Cameroun où vit son père: « Prouvez-le! » lui disent les autorités, et en attendant profitez de cette spécificité française qu'est « La double peine expliquée aux sans-papiers », et finissez vos 6 mois. Oui mais le Cameroun ne pouvant s'enorgueillir, comme nous, d'un bel état civil, non seulement Mickaël n'a pas de papiers d'identité mais les recherches sur place sont problématiques... En avril, sa peine terminée, que faire de ce parasite que personne ne « reconnaît »? D'abord un petit tour au centre de rétention de Nantes, le temps de lui préparer un beau procès... C'est là qu'il demandera à un militant venu lui apporter renseignements et carte de téléphone: « Pourquoi ils me laissent pas mourir d'un

seul coup? Pourquoi les flics m'ont emmené au resto entre la prison et le centre de rétention? » (comme on fait respirer un torturé entre deux séances de « piscine ») Pourquoi ils veulent faire ça « à petit feu »?

Et le « flic-maton » de renchérir à la sortie: « Ca se passe bien, hein? »... règne de l'absurde, de la folie judiciaire, de la barbarie civilisée...

Jugé une nouvelle fois le 28 avril en « comparaison immédiate », on pense une demi-heure avant à lui filer un avocat: pas de chance, celui « de permanence » n'est pas là... Vite on fouille les couloirs et on réquisitionne le premier rencontré: il aura exactement 20 minutes pour lire le dossier et préparer « la défense ». Le consulat du Cameroun a envoyé, fin avril, une lettre demandant un simple délai de réponse aux demandes françaises, pour effectuer des « recherches complémentaires » sur la famille et la domiciliation de Mickaël: est-ce la fin du cauchemar, va-t-on lui permettre de respirer en homme libre avant d'être expulsé là-bas ou ailleurs? Mickaël est condamné... à 6 mois ferme, pour « Refus de communiquer les renseignements permettant la mise à exécution d'une mesure d'interdiction du territoire national ».

Un an, un an de prison. Bonne nuit Monsieur le juge.

Jeanne. — groupe de Nantes

De la parité électorale à l'égalité sociale

Le Monde libertaire poursuit dans cette page la publication d'articles d'analyse critique sur les élections européennes. Nous aborderons entre autres : la recombinaison syndicale et l'émergence d'un pôle syndicaliste révolutionnaire, la question de la disparition des Etats-Nation, les nouvelles formes de nationalisme...

LE DÉBAT SUR LA PARITÉ électorale a pour mérite de soulever publiquement la question des inégalités qui pèsent sur les femmes, non seulement en terme de représentation politique, mais aussi à tous les niveaux de décision de la vie sociale.

En ce qui concerne la représentation politique, il n'est réservé qu'une très faible place pour les femmes dans les assemblées élues : 59 femmes députées, soit 10,22% des députés, alors qu'en 1946, elles étaient 6,8%, la progression est bien dérisoire en cinquante années d'exercice du droit de vote. Le bilan n'est guère plus positif lorsqu'on examine les conseils généraux (5,1% de femmes) ou le nombre de maires (7,6% en 1995). La situation diffère un peu pour les conseillers municipaux (21,2% en 1995), le Parlement européen (29,9% en 1994) ou le gouvernement Jospin (30,7% parmi les ministres, ministres délégués et secrétaires d'État). Seule la Grèce, parmi les autres pays européens, avec 6,3% de femmes dans sa chambre unique, parvient à exclure encore plus les femmes du pouvoir politique. « La France est donc à l'avant-dernière place, dans l'Union européenne, pour ce qui concerne la représentation féminine au sein des Parlements nationaux ». Quel bilan pour le pays des droits de l'homme!

L'exclusion politique des femmes a un lourd héritage. La loi salique les privait de la succession au trône. La Révolution de 1789 n'accordait un droit de suffrage censitaire qu'aux seuls hommes; Olympe de Gouges brava l'ordre établi en publiant en septembre 1791, la Déclaration des droits des femmes: « La femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune », disait-elle dans l'article 10, elle fut guillotinée en 1793. En 1848, ne fut instauré qu'un suffrage semi-universel. Et il fallut attendre un siècle pour qu'une ordonnance (21 avril 1944) dispose que « les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes »: par cinq fois, les députés reconnurent le droit de vote aux femmes, mais les sénateurs ne ratifièrent jamais leur décision. Pour autant, aucune volonté politique n'émerge pour faire figurer les femmes en nombre et en bonne place sur les listes. Les partis politiques se comportent en cénacles masculins fonctionnant en circuit fermé.

En outre, si le mouvement des suffragettes fut original et dérangeant

avant l'instauration du droit de vote aux femmes, il ne connut aucun relais ensuite. Les femmes exercent leur droit mais ne bataillent pas pour être éligibles. Dans les années soixante-dix, leur combat porte essentiellement sur la libre disposition de leur corps, sur les relations hommes-femmes-enfants, sur le travail domestique et sur l'accès à l'emploi et à l'égalité professionnelle. La politique telle qu'elle est pratiquée par les hommes ne correspond pas à leurs aspirations, elles interpellent quant à leur exclusion des décisions de la scène politique ou économique, mais la revendication parlementaire ne les intéresse

communes de plus de 3 500 habitants) ne pourraient comporter plus de 75% de personnes de même sexe. Ce texte fut annulé par le Conseil constitutionnel au nom de l'égalité des citoyens, qui interdirait de diviser ceux-ci en « catégories ». Si aujourd'hui, il ne s'agit plus de quotas, rappelons que les partisans de la parité visent à instituer le principe de l'égalité des sexes afin de corriger l'effacement politique des femmes. Ainsi, dès janvier 1993, est créé le Réseau femmes pour la parité, et l'Observatoire de la Parité est mis en place en 1995, à l'initiative du Président de la République. L'idée est ancienne, cependant elle restait marginale: Hubertine Auclert, en 1884, avançait déjà la volonté d'une égalité dans la représentation, entre hommes et femmes.

Les textes internationaux et européens viennent renforcer ce mouvement des années quatre-vingt-dix.

Pour les femmes, persistent une pauvreté et une précarité plus grandes (écart de 30% entre les salaires masculins et les salaires féminins, une flexibilité croissante, des temps partiels imposés, 90% des chefs de familles monoparentales sont des femmes), un surchômage (dans toutes les catégories d'âge et socio-professionnelles, un chômage très important chez les jeunes filles, des indemnités plus faibles du fait de salaires de référence plus bas), des violences quotidiennes (au domicile, dans la rue, au travail), et un ordre moral qui voudrait les renvoyer au foyer entre marmottes et marmots.

on ne naît pas femme, on le devient

Ce qui fait problème dans notre société, aujourd'hui, ce n'est pas l'absence de reconnaissance de la différence sexuelle mais bien au contraire la légitimation, au nom de cette différence sexuelle, de toutes les discriminations. Simone de Beauvoir écrivait, il y a cinquante ans, dans *Le deuxième sexe*, « on ne naît pas femme, on le devient ». A partir d'une différence naturelle, se construit une inégalité sociale, une identité de femme enfermée dans les schémas patriarcaux qui imposent et définissent la différence des genres, aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Le politique incarne le patriarcat, s'appuyant sur le paternalisme, la hiérarchisation des luttes ou la non-reconnaissance de l'espace privé comme espace politique.

Pouvons-nous compter sur les partis politiques, même de gauche et même féminisés? Ainsi, le Parti communiste français, le plus féminisé des formations politiques, qui ne voudrait pas être en reste sur ce sujet, est capable de diffuser « Débattre, éduquer, convaincre ne suffisent plus pour modifier une situation qui perdure malgré les bonnes volontés. [...] Le temps de la contrainte est arrivé. » Et chacun sait ce que « contrainte » veut dire chez les stalinien! Pour d'autres, « la démocratie sans les femmes est un simulacre de démocratie ».

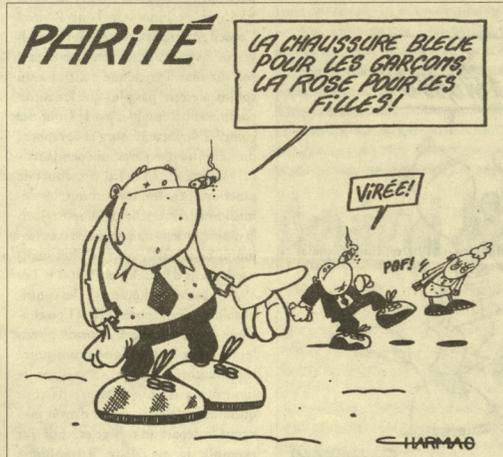
Qu'elle soit avec ou sans les femmes, la démocratie n'est qu'une illusion qui justifie tous les massacres, les guerres, les injustices, les oppressions, les discriminations, les exploitations. Que des femmes entrent dans les assemblées politiques, ne change rien : elles ne contribuent qu'à la reproduction du système patriarcal. Pour briser le patriarcat, il ne faut pas s'inscrire dans ses institutions : il faut lutter contre et combattre ses effets. L'accès au statut d'individu et de sujet libre et autonome, et non en vertu d'une quelconque fonction « naturelle », passe par la nomination de l'oppression spécifique que subissent les femmes. Dans le terme parité, qui équivaut à égalité parfaite, ce n'est pas l'égalité qu'il faut combattre mais cet espoir chimérique qui voudrait que la parité éradique tous les problèmes par la perfection d'égalité qu'elle impose. L'égalité ne peut se concevoir qu'en droits, donc en droit d'accès, et nullement en obligation, car cela reviendrait alors à nier la singularité et l'unicité de chaque individu. « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » reste un mot d'ordre applicable pour peu que chacun, chacune puisse bénéficier de tous les droits disponibles, et sans jamais en user à l'encontre de quiconque.

Les femmes n'ont rien à attendre de la parité, pas plus que des élections. Mais TOUT de leurs luttes pour s'émanciper du pouvoir qu'il soit patriarcal, capitaliste, politique ou étatique.

Hélène Hernandez

Sources:

Mossuz-Lavau, Janine, « Les Françaises et la politique: de la citoyenneté à la parité », *Regards sur l'actualité*, déc. 1997, pp. 3-14.
« Femmes, le mauvais genre? », *Manière de voir-Le Monde diplomatique*, n°44, mars-avril 1999.
En avant toutes! Les Assises nationales pour les Droits des Femmes, Pantin, Le Temps des Cerises, 1998, 307 pages.
Tasca, Catherine, *Rapport sur le projet de loi constitutionnelle (n°985) relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes*, Assemblée nationale, mis en distribution le 11 décembre 1998.



guère. Elles ont plus à faire, à gagner le droit à l'avortement et à la contraception, à dénoncer les violences qu'elles subissent (y compris intra-familiales) et à s'inscrire dans le monde salarial pour, en rendant leur travail visible, obtenir leur indépendance tant économique que sociale. Leurs revendications d'ailleurs, contribuent à une remise en cause des fondements de la société, en questionnant les relations entre les individus et les générations, la division des tâches, l'utilisation de leur image ou l'éducation des enfants. Cette subversivité-là n'eut qu'un temps, mais elle ne pouvait se conjuguer avec la lutte pour le pouvoir politique alors qu'il s'agissait de combattre le pouvoir des hommes sous ses diverses formes: patriarcal, capitaliste, politique, voire étatique pour le féminisme libertaire.

L'instauration de quotas

L'émergence de la parité n'apparait que dans les années quatre-vingt-dix, après que fut épuisée l'idée de quotas. Françoise Giroud, Monique Pelletier jusqu'à Gisèle Halimi et Yvette Roudy se prononcèrent pour l'instauration de quotas, sans jamais aller toutefois très loin: en 1982, le Parlement avait voté un texte prévoyant que les listes municipales (dans les

En effet, dès 1979, la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, donne une définition précise de la discrimination sexuelle. Puis viennent les Conférences mondiales de Nairobi en 1985 et de Pékin en 1995, qui concluent à la nécessité d'atteindre l'objectif de parité au sein des organes de décision. Dans le cadre communautaire, à Athènes en 1992, se tient le premier sommet européen « Femmes au pouvoir »: la déclaration qui en est issue indique « Nous revendiquons l'égalité de participation des femmes et des hommes à la prise de décision publique et politique ».

La parité devient un enjeu politique: chaque formation voulant prouver, en présentant une liste aux élections, qu'elle est plus paritaire que les autres. Mais les oppositions restent vives dans le clan politique: pourquoi ne pas imaginer de mêmes dispositions pour telle communauté religieuse ou ethnique, ironise-t-on? Pour autant, la revendication d'une parité politique ne règle en rien les discriminations à l'encontre des femmes: la démocratie parlementaire n'a jamais permis l'égalité entre les citoyens, certains restant « plus égaux » que d'autres, ces derniers restant évidemment plus pauvres.



Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont extrêmement respectueux du droit de vote et des élections.

Tellement, qu'ils ne cessent de se battre pour que ce droit puisse s'exercer dans tous les domaines de la vie, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'école, et jusque dans les derniers recoins de la sphère du privé. Qu'ils ne cessent de se bagarrer pour que ce droit ait les moyens économiques, financiers et politiques de s'exercer pleinement et également. Qu'ils ne cessent de clamer sur tous

les toits que ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un mandat précis et d'un contrôle permanent pouvant déboucher sur une révocabilité à tout moment.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore les anarchistes se refusent à cautionner cette caricature que sont les élections au royaume de la « démocratie » bourgeoise.

Agir au lieu d'être. Les anarchistes et les élections. Éditions du Monde libertaire - 20 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 75011 (+10% pour le port)

A paraître : **La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatique.** Groupe Lucia Saornil - Éditions du Monde libertaire - 20 F

ERRATUM

En page 5 du Monde libertaire de la semaine passée (n° 1164), la signature de l'article intitulé « Des élections franco-françaises ? » à malheureusement sauté. C'est notre compagnon Edward de Perpignan qui en était l'auteur.

dans le monde

Affaires européennes inédites

ALORS QUE LE PARLEMENT européen a entériné, le 5 mai, la nomination de l'Italien Romano Prodi à la tête de la Commission européenne, les révélations afférentes aux turpitudes de l'instance bruxelloise se multiplient... en catimini. Les plus graves ne sont pas celles qui provoquèrent la chute de la maison Santer en date du 16 mars dernier (1).

Pour Wilfried Telkämper, député des Grünen à Strasbourg, un des authentiques « scandales », curieusement passé sous silence en France, remonte au printemps 1995. Lui-même et deux de ses collègues de la fraction verte, sa compatriote Hiltrud Breyer et l'Irlandaise Nuala Ahern, avaient constaté des irrégularités flagrantes dans la répartition des fonds inscrits au programme « JOULE », sous la responsabilité d'Edith Cresson, commissaire à la science, la recherche, le développement, les ressources humaines, l'éducation, la formation et la jeunesse.

Torpillages et trucages

Sur un volume de 3,111 milliards de francs, les énergies renouvelables devaient être dotées de 1,820 milliard (58,6%). Les trois élus précités réunirent des preuves accablantes contre des hauts fonctionnaires qui avaient manipulé les études de quelque 200 scientifiques appelés à examiner les 936 projets en provenance de toute l'Europe. Dans le secteur solaire, les experts en retinrent cinquante. Ezio Andreta, le directeur du département, falsifia des documents et n'en conserva que onze sur la liste prioritaire, rayant délibérément 111 millions de francs. Dans le domaine éolien, 36 propositions sur 55 survécurent aux ratures des censeurs. En revanche, l'ensemble des offres concernant les énergies fossiles reçut l'aval de ces derniers. La stratégie semblait évidente: torpiller sciemment un domaine dont l'essor

risque de contrarier les lobbies pétrolier et atomique. L'hypocrisie: le staff Cresson osa prétendre qu'il n'existait pas suffisamment de projets susceptibles de concrétisation! Paolo Fasella, le supérieur d'Ezio Andreta, avait siégé précédemment dans le conseil de surveillance d'EDF. De plus, l'ex-premier ministre (du 15 mai 1991 au 2 avril 1992) s'était entouré de plusieurs cadres du consortium Schneider. La firme Services Industries Stratégiques Internationales et Environnement (SISIE), qu'elle avait encore présidée cinq jours avant son installation dans la capitale belge, en fut une filiale. Irritée par les investigations des écologistes, Edith Cresson avait précisé dans une missive du 27 juillet 1995 adressée à Gordon Adams, le vice-président de la Commission de la recherche, du développement technologique et de

l'énergie au Parlement européen, que l'intervention de celui-ci et de ses membres « dans cette procédure risquerait d'affecter l'équilibre institutionnel... ». Hiltrud Breyer et Nuala Ahern ne lâchèrent pas prise. En février 1999, elles sollicitèrent des explications quant à l'absence jusqu'à fin 1997 de 470 millions de francs prévus initialement pour les sources alternatives, alors que pour la même période, la Commission avait octroyé une rallonge substantielle aux énergies fossiles. Nuala Ahern releva également des trucages dégradant les travaux d'une équipe de chercheurs internationaux quant à la vulnérabilité d'un certain type de personnes aux radiations ionisantes. Pour Carmel Mothersill, de l'Institut de Technologie de Dublin, le sabrage de 655 millions de francs « résulte de partis pris de la com-

missaire Cresson en faveur de l'industrie nucléaire ». Entre le lancement des appels d'offre et la décision, l'ancienne bourgmestre de Châtellerauld avait modifié les critères techniques et ses hommes s'adonnèrent à moult tripatoillages sur des dossiers de soumission...

Sidérant imbroglio

Par ailleurs, le professeur Michel Kalika, directeur de l'Institut d'Administration des Entreprises de Poitiers, avait bénéficié début 1996 « d'informations très intéressantes » avant même le lancement officiel de la consultation relative à l'*European Skills Accreditation System*, d'un montant de 1,179 milliard de francs dans le cadre du programme « Leonardo da Vinci ». Le quotidien d'Anderlecht De Morgen a publié dans son numéro du 10 mars 1999 une copie de la lettre de remerciements expédiée alors par Monsieur Kalika à Edith Cresson. La société Edusoft, qui avait développé des CD-rom pour le projet ESAS, et le cabinet Jean-Louis Reiffers Conseil en avaient croqué. Pour les malversations qu'elle avait commises durant son mandat, l'ancienne maîtresse du sphinx élyséen, pas plus que les autres commissaires épinglés par la Cour des comptes de Luxembourg et le rapport du « comité d'experts indépendants » (2) en date du 15 mars, n'encourt de sanctions pénales. De surcroît, les démissionnaires toucheront durant 3 ans la moitié de leur traitement de base: les moins bien lotis seront crédités mensuellement de quelque 51 000 F. Les 19,6 millions de chômeurs et les contribuables de l'UE apprécieront! L'on chuchote que Catherine Trautmann postulerait pour le job dont l'immunité diplomatique ne constitue pas le moindre attrait... Elles et ils sont quelques-un(e)s à se vanter d'avoir provoqué le départ du collègue exécutif. Par exemple la socialiste Britannique Pauline Green, à la tête de la plus importante fraction à Strasbourg. Or le 17 décembre 1998, elle avait déposé au nom de son groupe une motion de censure, destinée à être rejetée. Face au

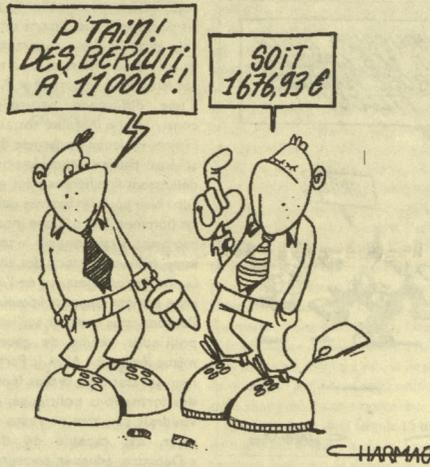
courroux grandissant de ses « troupes », elle informa Jacques Santer, dans la nuit du 15 au 16 mars, qu'elle ne pouvait plus le gratifier de sa bienveillance. Aujourd'hui elle se plastronne de sa rébellion, campagne électorale oblige... Diemut Theato (Union chrétienne-démocrate), Rosemarie Wemheuer (SPD) et Edith Müller (Alliance 90/Verts) ont abattu un travail scrupuleux de contrôles des finances. Cependant, l'harmonie, la méticulosité, l'opiniâtreté qu'elles ont déployées ne sauraient occulter qu'elles n'ont été choquées par les dysfonctionnements et les détournements, et non par l'opportunité de tel ou tel programme. Plusieurs journalistes rassemblèrent les fruits de leurs investigations; parmi eux, Hartwig Nathe (du news magazine munichois *Focus*), Jean Quatremer (*Liberation*), André Riche (*Le Soir* de Bruxelles). Le Luxembourgeois Jean Nicolas, collaborateur de quatre quotidiens belges du groupe Sud Presse (lié à l'empire Hersant) démonta patiemment à partir de l'été dernier et sans mollir le sidérant imbroglio du « Watergate européen ». Jouissant d'une « liberté totale » pendant son enquête, il a été licencié par son employeur le lendemain du retrait des « intouchables ». Son ouvrage, *L'Europe des fraudes*, paru le 31 mars (3), fourmille de révélations explosives sur la plupart des affaires (pas celles évoquées plus haut!). Aujourd'hui, Jean Nicolas est très sollicité.

Dans son rapport de 1997, l'unité antifraude de la Commission avait recensé 5 000 délits. Le dommage s'élevait à 7 milliards de francs. Mais des députés estiment que chaque année 10 fois plus s'évaporent dans des canaux obscurs. Que n'essaient-ils de remonter les filières et de débusquer les coupables?

René Hamm

- (1) *Le Monde libertaire* du 8 avril 1999.
- (2) Inga-Britt Ahlenius (Suède), Juan Antonio Carrillo Salcedo (Espagne), Pierre Lelong (France), André Middelhoeck (Pays-Bas) et Walter Van Gerven (Belgique).
- (3) Aux Editions PNA, collection « scoops » - B.P. 81 - L.8317 Cap - 158 pages - 145 F.

CORRUPTION À BRUXELLES

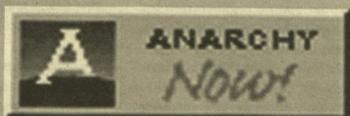


dans la toile

Commençons par deux bonnes nouvelles. altern.org va bientôt reprendre du service et, le samedi 8 mai, dans le cadre du forum des médias libres, il a été décidé de créer une Coordination permanente des médias libres dont vous trouverez l'acte de naissance sur le site créé pour l'occasion avec l'aide de Valentin: www.medialibre.org. Ils n'aiment pas Mickey, moi non plus, mais là ne s'arrêtent pas les points communs car ils professent aussi un anticléricalisme du meilleur goût et l'expriment clairement sur leur site, il s'agit de l'Internationale Antithéocratique Insurrectionnelle (<http://www.chez.com/iai>). Bon, ils sont conseillistes et je ne me qualifierai pas ainsi, il y a des limites à l'entente. Pour celles et ceux qui, partageant mon opinion que tout syndicat acceptant de s'asseoir autour d'une table de négociation sera amené à sacrifier les intérêts des ses membres, l'ACHP (Association Contre le Harcèlement Professionnel) vient de créer son site (<http://hlm.le-village.com/virtuel2/indexachp.html>). Comme beaucoup d'associations, leur démarche est réformiste mais je pense qu'il y a quelques idées à glaner chez eux. Le magazine anarchiste suédois Brand est sur le net (<http://www.motkraft.net/brand/>), je ne vous en dirai pas plus car je ne lis pas le suédois, avis aux amateurs. Toutefois, comme ils sont chez Motkraft (<http://www.motkraft.net/>), je ne pense pas que ce soit mauvais. Pour les nouveaux venus, Motkraft fédère en Suède la fine fleur électronique de l'antiparlementarisme libertaire.

Avant de conclure par les sites culturels, je voudrais attirer votre attention sur un appel original et pacifique de Maria Koleva relatif au dernier conflit médiatique dont on cause (il s'agit du Kosovo, vous l'aurez deviné) qui propose un moyen d'action qui pourrait bien être plus efficace que les manifestations traditionnelles (http://www.minitorama.com/~alain/Maria_Koleva/). Bien, après la lutte, un peu de douceur avec deux sites plutôt dédiés à la réflexion qu'à l'agitation: l'annonce du colloque IAS 99 de l'Université de Lausanne sur les limites de l'éthique et l'action politique (<http://www.ssp.unil.ch/~IAS/Coll99.html>), d'une part, et à l'occasion de la sortie au Livre de poche du bouquin de Sokal/Bricmont (*Impostures intellectuelles*) mis à jour en janvier 1999, allez donc faire un tour sur le site de l'auteur (<http://www.physics.nyu.edu/faculty/sokal.html>), en plus de sa photographie, il y a des liens qui réjouiront les scientifiques et les philosophes pas abstrus. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
BlueEyedKeyboard@caramail.com



TCHÉQUIE

La campagne de solidarité internationale porte ses fruits

Deux militants libérés

Nous avons reçu un court message du secrétaire international de la Fédération des anarchistes sociaux de Tchécoslovaquie (FSA-IWA) nous faisant savoir que le camarade Michal Patera était libéré et que le camarade Va'clav Jez était libéré de prison sous caution.

C'est presque trop beau pour être vrai! Merci à tous les camarades autour du monde qui ont contribué à ce développement inattendu en contestant la répression de l'État tchèque par des actions, démonstrations, protestations, lettres, donations et événements de solidarité et qui n'ont pas abandonné les deux compagnons.

Nous n'en savons pas plus pour l'instant. Davantage de détails suivront bientôt.

(Michal Patera est accusé de « tentative de meurtre » selon le code criminel tchèque pour s'être défendu lui-même contre cinq skins nazis qui l'avaient attaqué et mettaient sa vie en péril. Un des agresseurs était blessé par un coup de feu. Va'clav Jez était détenu pour deux années de prison, condamné en juillet 1997 après s'être défendu lui-même contre des nazis dans un cas similaire.)

Le syndicat des ouvriers libres (FAU-IWA)
Le Secrétariat International

FAU-IAA Internationales Sekretariat
Am Schwarzen Meer 161
D-28205 Bremen

CINÉMA

Cannes (1)

52^e Festival International du Film,
31^e Quinzaine des réalisateurs, 38^e Semaine de la critique

En additionnant les années, on arrive à un très grand nombre de films dont on pourrait dire : ils ont été à Cannes. Mais un tiers à peine arrive dans les salles ou est visible par la suite. Carence de distribution ? Carence ou absence de public ? La question reste posée. Avec un maître de l'étrange à la présidence du Jury international, David Cronenberg himself, nous allons voir si cela va changer notre eXistenZe. Cannes 1999 sera le Festival de la parité. 5 femmes et 5 hommes se partagent le jury. 22 films sont en compétition, 22 films à Un certain regard. Des noms célèbres Alexandre Sokourov, Takeshi Kitano, Pedro Almodovar, Léos Carax jamais venus en compétition côtoient les talents confirmés de Atom Egoyan,

Chen Kaige, Peter Greenaway, David Lynch et Jim Jarmusch. Un jeune réalisateur comme Bruno Dumont, révélé par *La vie de Jésus* présente son 2^e long métrage, *L'Humanité*. Jacques Maillot son premier film *Nos vies heureuses*. Luc et Jean-Pierre Dardenne Rosetta. Note originale : trois réalisateurs iraniens ont fait un film ensemble *Les contes de Kish*, de Makhmalbaf, Djallili et Nasser Taghvaei. Un marathon de 4 mois de sélection a abouti à la 31^e Quinzaine. Marie-Pierre Macia remplace Pierre-Henri Deleau, délégué général de la Quinzaine pendant 30 ans. Elle est fière d'avoir déniché le premier film d'un moine tibétain qui suit à sa façon la coupe du monde *Phorpa* (La coupe) et de présenter ainsi en première mondiale un film du Bhoutan, inconnu sur l'atlas cinéma. Un coup

de cœur a ouvert la Quinzaine *A mort la mort!* de Romain Goupil. Un homme, joué par le réalisateur lui-même fait le bilan de ses engagements, de ses amitiés et de ses amours. C'est une version drôle et caustique de quelques enterrements et d'un mariage, parfaitement connu par le public et le box office. Après *Mourir à 30 ans* et *Lettre pour L.*, un film bilan qui se termine sur une note optimiste. Champion de l'autodérision, Romain Goupil sait se moquer de lui-même et sauver sa peau sans trahir. Quel punch ! Le même jour *Wege in die Nacht* de Andreas Klei-nernt a introduit le programme de la Quinzaine. Un film en noir et blanc où l'écran semble suinter par chaque grain de sa toile les souffrances d'une Allemagne divisée à jamais en ex-RDA et ex-RFA. Certes, tout le monde tente une approche. Mais la nécessité n'est jamais bonne conseillère. Un film coupant comme une lame de rasoir. La plaie ne s'est pas encore refermée : de l'idéal trahi, de promesses non tenues et de la schizophrénie qui en résulte. Porté par d'excellents acteurs, surtout Hilmar Thate et Cornelia Schmaus, le film vous laisse sur le carreau. Il ne répond à aucune des questions qu'il pose comme par mégarde. Un regard

à la petite semaine Politique familiale

À en juger par les réactions suscitées par le ralliement de Charles de Gaulle, petit-fils de l'autre, à une liste Front national pour les européennes, les choix politiques exécrables d'Alessandra Mussolini, petite-fille de l'autre, auraient tout de même ceci de respectable qu'ils n'entacherait pas l'honneur de cette illustre famille italienne, car fidèle aux idéaux que grand-papa défendait déjà.

« Trahison », « reniement aux valeurs gaulloises », « déloyauté », les expressions utilisées par cousins-cousines, neveux et nièces, laissent entendre que les descendants du Général, sans exception, n'ont pour seule perspective, jusqu'à extinction de la lignée, qu'une adhésion programmée au RPR et la fréquentation obligée d'hurluberlus de type Jean-Louis Debré.

Sans doute est-il déplorable que le vomit lepeniste attire encore des mouches de renon, mais que vient faire là-dedans la filiation ? Les branches politiques devraient-elles désormais se greffer aux arbres généalogiques, et les opinions se transmettre de génération en génération comme l'armoire normande et les draps de coton ?

Dans les familles catholiques, on délivre des certificats de baptême aux nouveau-nés sans opinion, les enfermant ainsi dans une religion. Le droit de propriété familial sur les rejetons doit-il aussi leur imposer un bulletin d'adhésion ?

Tiens, au fait, ça me fait penser que mes enfants n'ont toujours pas contacté la FA...

Floral

Louis La Guigne orphelin

Nous l'avons appris par la presse locale, Jean-Paul Dethorcy est décédé à Corconne (Gard) à l'âge de 64 ans Dessinateur, il avait réalisé sa principale œuvre (Louis La Guigne) avec Franck Giroud, historien, il avait publié aussi un album sur la Commune de Paris auquel il tenait beaucoup, « L'Exécution ». Les rapports que nous avons entretenus un temps avec le dessinateur seront francs et toujours courtois. Jean-Paul nous avait reçu très gentiment dans cette maison où il vivait avec Julie, sa compagne. Plus tard, il nous avait écrit pour exprimer (rudement mais avec humour) son sentiment sur une communication écrite que nous lui avions fait. Dans sa lettre, un dessin. Nous le publions aujourd'hui en guise de salut à celui qui a indéniablement et pour notre plus grand plaisir enrichi la culture libertaire de la saga de Louis Ferchot dit La Guigne, libertaire au grand cœur, insoumis contre les injustices.

Daniel. - groupe du Gard



RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 20 mai à 18 heures :

Si Vis Pacem : Tomkiewicz, un médecin contre la guerre.

jeudi 20 mai à 20h 30 :

Microclimats : avec le réseau Voltaire.

vendredi 21 mai à 13 h30 :

Pensée à débattre : avec Louis Janover auteur de « Voyage en feinte dissidence ».

samedi 22 mai à 19 heures :

Chronique syndicale et Contre-courbe : émission spéciale à l'occasion de l'exposition de soutien à Radio libertaire sur le thème « des artistes dans les luttes sociales ».

samedi 22 mai à 23 heures :

L'Harmonie du monde : Paul Hindemith.

mercredi 26 mai à 10h 30 :

Blues en liberté : nouveautés et rééditions.

Aguigui Mouna tire sa révérence

DE BEAUBOURG AU QUARTIER latin, des années 50 à nos jours, impossible de ne pas avoir croisé au moins une fois les pas d'André Dupont, plus connu sous le nom d'Aguigui Mouna.

Agitateur public, manifestation à lui tout seul, il parcourait les rues à vélo, avec son béret couvert de badges, sa barbe blanche fleurie, ses petits yeux malicieux, et captivait son auditoire qui, d'abord attiré par la curiosité du personnage, était ensuite séduit par ses propos dénonçant sans relâche les injustices sociales. Militant antinucéaire de la première heure, pacifiste et antimilitariste, Mouna vient de tirer sa révérence à l'âge de 88 ans, ce 8 mai 1999, terrassé par une crise cardiaque, alors que les militaires commémorent la fin d'un conflit et lancent leurs bombes sur des populations civiles.

Né le 10 octobre 1911 à Meythet, près d'Annecy, orphelin à 9 ans, il travaille en usine à l'âge de 13 ans. Déjà révolté, il perd son emploi. Il pense trouver une famille en s'engageant à 16 ans dans la marine, mais sa forte personnalité s'accommodera mal de la discipline militaire ; il sera viré. Chômeur dans les années 30, il devient successivement garçon de café puis restaurateur à Antibes. À la libération, il retrouve son bistrot (fermé durant la guerre par les Allemands) puis le transfère à Paris en 1951. Refusant de devenir un « vieux con », et peu doué pour le profit, il fait faillite quatre ans plus tard. Privé des murs de son café (où il inscrivait ses pensées), il se transporte dans la rue : « C'est en parlant qu'on devient haut parleur ». Fondateur

du mouvement Aguiquiste, propagandiste par la parole et l'écrit de sa propre philosophie – un mélange de pacifisme et d'individualisme anarchiste – ; un « En dehors » qui est toujours solidaire. Perpétuant la tradition des colporteurs de journaux révolutionnaires, il sera une cible désignée pour la maréchaussée qui voit en toute prise de parole un trouble à l'ordre public et une atteinte à la sécurité de l'État. De fait, il accumulera procès verbaux et arrestations.

Mais il en faudra plus pour faire taire Mouna, qui sillonna les capitales européennes à vélo, pour diffuser sa pensée non-conformiste. Se saisissant de toutes les occasions pour se faire entendre, il se présentera même en tant que « Non-candidat » à plusieurs élections présidentielles, véritable pied de nez aux institutions.

Ce 8 mai 1999, alors que disparaissait André Dupont du pavé parisien, à Montluçon, dans l'Allier, deux écoliers conviés aux cérémonies de commémoration du 8 mai 1945, ont entonné le chant du « Déserteur » de Boris Vian, suscitant l'indignation des représentants de l'État, militaires et anciens combattants. « Pour les enfants, ce texte de Boris Vian est celui qui exprime le mieux l'horreur de la guerre », précisera la directrice de l'école, justifiant ses élèves. Voilà de la graine d'ananas ou tout au moins de pacifiste ! La relève semble assurée ; à nous de faire en sorte qu'elle ne dépérisse pas.

Eric Coulaud

Une projection du film de B. Baissat « Mouna » aura lieu au Saint-André des Arts (Paris 6^e) le 1^{er} juin à 10 heures du matin.



Le 1^{er} Mai des anarchistes à Perpignan

LES ORGANISATIONS SYNDICALES réformistes ont perdu depuis fort longtemps la dimension révolutionnaire des manifestations du 1^{er} mai. Qui mentionne encore nos compagnons anarchistes de Chicago pendus en 1886, qui a-t-on entendu évoquer le 1^{er} Mai ensanglanté de Fourmies en 1891, les manifestations féroce réprimées à Barcelone par les chiens de garde de Franco, à Santiago par ceux de Pinochet, à Varsovie par les chars de l'ex-Union soviétique ou place Tien An Men par les chars de l'armée rouge...

Dans l'histoire, les anarchistes se sont toujours mobilisés pour revendiquer avant tout le droit d'être eux-mêmes, des individus libres, dignes, responsables de leurs actes ayant pour objectif la création d'une société sans oppression, sans État ni violence. L'an passé, à Perpignan, le groupe Puig Antich de la Fédération anarchiste, plutôt que de défilé dans un consensus mou avec les pontes syndicaux et le personnel politique venu se montrer, avait organisé avec la CNT-AIT un rassemblement libertaire en centre-ville (table de presse, panneaux, musique etc.).

Cette année, il en fut autrement. Les anarchistes étaient nombreux ce 1^{er} Mai 1999 à défilé dans les rues de Perpignan, déterminés à se faire entendre sur 3 points: le soutien aux sans-papiers, le soutien aux exploité(e)s et aux laissés(e)s pour compte, l'antimilitarisme.

La lutte des sans-papiers, à laquelle les anarchistes ont dès son origine apporté leur soutien, pose concrètement la revendication politique de la libre circulation des hommes et des femmes et des idées. Elle pose le problème d'une société sans aliénation, sans frontières, une société qui ne reprendrait pas à son compte les références nationales et les appartenances religieuses, toutes deux fauteuses de troubles et de guerres.

La société libertaire, basée sur l'emploi utile, la production collective des richesses peut seule mettre un terme au scandale des aumônes, des charités multiples qui masquent mal l'hypocrisie de ceux et de celles qui détiennent le fric, le pouvoir et tous les leviers de la société. On l'a déjà dit, c'est la société qu'il faut changer, nous vivons dans un système dont il faut se débarrasser pour bâtir à sa place une autre société dans laquelle

le salariat étant aboli la misère aura disparu.

Une société sans frontières sans misères, sans nationalismes ou sans fanatismes religieux, serait une société sans conflit armé. La guerre du Kosovo est une illustration parmi tant d'autres du fait que l'ingérence du capitalisme et des États. Condamner bruyamment les frappes de l'OTAN sans remettre en cause Milošević et son système nationaliste, tout droit issu du communisme totalitaire ne fait qu'éluider le véritable problème: il est nécessaire de s'attaquer aux causes des conflits et non à leurs conséquences. Tous les nationalismes, le militarisme, la xénophobie doivent être combattus sans cesse quels que soient les systèmes qui les génèrent. Et surtout, ne gobons pas le leurre de l'UCK, ne soyons pas ces naïfs qui tairaient leurs différences sous prétexte qu'il faut à tout prix « prendre position ». Faire entendre les principes anarchistes est plus que jamais d'actualité.

La manifestation du 1^{er} Mai 1999 nous en a donné l'occasion. Le groupe Puig Antich de la Fédération anarchiste et la CNT 66 ont formé un cortège libertaire, vivant, animé,



occupant un bon tiers de la manifestation, cortège auquel se sont jointes de nombreuses personnes convaincues de la justesse des arguments développés ci-dessus. Le camion sonorisé de la F.A., recouvert de nombreuses affiches concernant les sans papiers, l'antimilitarisme et l'anti-électorisme, était la seule présence militante sonore de la manifestation. La presse locale n'a pas manqué de mentionner que les libertaires étaient les seuls à mani-

fester leur soutien aux sans papiers. Les slogans lancés au mégaphone par les anars étaient très largement repris. Ce fut sans aucun doute une manifestation réussie et lorsque le cortège officiel s'est arrêté pour entendre le discours non moins officiel, le cortège libertaire a poursuivi sa marche pour conclure dans un autre lieu que les bastilles restent à prendre et... les luttes restent à mener.

Martine. - groupe Puig Antich

Exposition de soutien à Radio libertaire

Une rencontre...

L'espace Louise Michel, association culturelle sans but lucratif, encourage depuis deux ans la combinaison subtile de la création artistique et de l'engagement humaniste. Débats, conférences, soirées littéraires, après-midi contes pour les enfants, viennent ponctuer les expositions présentées et renouvelées chaque mois.

Radio libertaire, créée en 1981, est la radio de la Fédération anarchiste, « la voix sans maître, sans dieu, sans publicité ». Radio libertaire est une expérience unique d'autogestion qui réunit deux cents animateurs et techniciens bénévoles qui réalisent plus de soixante dix émissions par semaine (politiques, sociales, culturelles et musicales).

Il semblait naturel d'associer les volontés militantes de Radio libertaire et de l'espace Louise-Michel.

En janvier 1998, l'exposition-vente de soutien à Radio libertaire, intitulée « Le rouge et le noir », se tient à l'espace Louise Michel et remporte un vif succès, tant du point de vue de la diversité des œuvres exposées (dessins, peintures, sculptures et photographies) que de l'accueil du public et des ventes réalisées.

Une exposition...

Cette année, l'espace Louise Michel accueillera de nouveau une exposition-vente de soutien à Radio libertaire, dans le cadre des Journées Portes Ouvertes des Ateliers d'Artistes de Belleville, les 28, 29, 30 et 31 mai 1999, de 15 h à 21 heures.

Le thème proposé aux artistes cette année est « La révolte »

Un débat...

Un débat public sera organisé à l'espace Louise Michel en présence des

artistes le mercredi 2 juin 1999 à 20 heures. Le thème de ce débat sera « Comment les artistes peuvent-ils soutenir les luttes sociales? »

Il apparaît indispensable pour Radio libertaire de faire émerger l'implication politique et sociale exprimée à travers la création de certains artistes et de mettre en lumière les difficultés et les résistances qu'ils rencontrent. Il est également primordial de créer des liens entre toutes celles et tous ceux qui luttent, quels que soient leurs secteurs d'activités, leurs conditions sociales, leurs passions, afin qu'ils unissent leurs révoltes.

Une émission

Le samedi 29 mai 1999, de 11h30 à 13h30, les émissions Chronique syndicale et Contre-courbe, sur Radio libertaire (89.4) présenteront une émission spéciale sur le thème de l'implication des artistes dans les luttes, à travers l'Histoire.

Radio libertaire

Espace Louise Michel, 42 ter, rue des Cascades, 75020 Paris. Tél-fax: 01 47 97 44 57. Radio libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél: 01 48 05 34 08; Fax: 01 49 29 98 59.

ANGERS

Un syndicaliste à la barre

Suite à une action du mouvement des chômeurs de l'hiver dernier (occupation collective d'un cabinet d'huissier), Alain Houdayer (ex responsable d'AC! 72 et actuel secrétaire départemental de SUD 72) est inculpé pour plusieurs chefs d'inculpation, dénué de tout fondement. On reproche surtout à Alain de s'occuper de ce qui ne le regarde pas, autrement dit d'être solidaire des chômeurs, et de s'être opposé à un autre agent de l'État.

La condamnation est lourde: 6 mois de prison avec sursis, 7000 F d'amende et deux ans de privation des droits civiques et familiaux entraînant l'impossibilité d'exercer dans la Fonction Publique alors que, justement, Alain est fonctionnaire à France-Télécom! La justice et l'État s'inscrivent encore une fois dans une perspective forcée de répression à l'égard des militants qui luttent contre les politiques menées depuis de trop nombreuses années. C'est tout le mouvement social, syndical, associatif un tant soit peu radical et non respectueux de l'ordre établi, qui est visé. Alain passait en appel à Angers le mardi 18 mai.

De nombreuses organisations angevines, dont le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste, ont organisé un rassemblement devant le palais de justice pour protester contre cette répression de plus en plus systématique.

Affaire à suivre...

groupe Malatesta

A G E N D A

jeudi 20 mai

LYON: L'union locale de la FA vous invite à un débat: « Contre la guerre au Kosovo, entraide et solidarité entre les peuples, contre les nationalismes et les armées » à 20 h 30 au **café libertaire** (19, rue Pierre Blanc, 1^{er}, entrée par l'allée).

PARIS: L'Espace Louise Michel organise, dans le cadre d'une exposition dédiée à la mémoire des républicains espagnols une **rencontre-débat** consacrée à la participation des réfugiés espagnols dans la Deuxième guerre mondiale, leur lutte et la victoire de 1945... La 2^e DB du général Leclerc, à 19 heures, 42ter, rue des Cascades (20^e).

VANNES: Débat public avec la Fédération anarchiste et la Confédération paysanne: « **Crise agricole, agriculture bio et capitalisme** » à 20 h 30 à la Maison des Associations.

samedi 29 mai

NEVERS: Le syndicat interprofessionnel de la CNT de la Nièvre, le « Collectif y en a marre-SCALP-réseau No pasaran » et l'association poético-littéraire « Comme ça et autrement » organisent une rencontre-débat sur le thème « **Ecriture et engagement politique** » à 18 heures Parc des Ouches avec la participation de Jean-Pierre Bastide, Claire Auzias et Serge Quadrupani.

jeudi 3 juin

PARIS: Le groupe Louise Michel de la F.A. organise une réunion publique sur « **L'éducation libertaire** » à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue rue R. Planquette (18^e).

samedi 5 juin

LYON: L'union locale de la F.A. organise une discussion débat autour de la Brochure du groupe Lucia Saornil sur « La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatique » (éditions du Monde libertaire) à 15 heures à la **librairie La Plume noire** (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}, tél: 04 72 00 94 10).

mardi 8 juin

VANNES: « Ciném1Anar » du groupe libertaire René Lochu « **La Bombe** » (1966), de l'escalade militaire au désastre nucléaire ou, si l'on préfère, descriptions des dommages « collatéraux » d'une guerre sur une petite ville anglaise. Est-on si loin de ce reportage-fiction d'anticipation de Peter Watkins? **A 20 h 30 au Palais des Arts.**

mercredi 9 juin

ANGERS: Réunion-débat sur « **Les anarchistes et l'Europe** » organisé par le groupe Malatesta de la FA, à 20 h 30 à l'Étincelle (26, rue Maillé).

vendredi 11 juin

PARIS: Le groupe La Villette de la F.A. organise une réunion publique sur « **Le fédéralisme libertaire** » à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue rue R. Planquette (18^e).